

ARRÊTÉ n° 572-4
portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter à
la société des Carrières de la Troche pour la carrière de schiste sise au lieu-dit
« La Lande de la Troche » sur les communes de
PAIMPONT (35) et TRÉHORENTEUC (56)

Le préfet de la région Bretagne,
préfet d'Ille-et-Vilaine
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'Ordre national du Mérite
chevalier des Palmes académiques
chevalier du Mérite agricole
chevalier du Mérite maritime
chevalier des Arts et des Lettres

Le préfet du Morbihan
chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le décret du 7 mai 2025 nommant M. Michaël GALY, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 1994, modifié et relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié et relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2014, modifié et relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le schéma régional des carrières de Bretagne, approuvé le 30 janvier 2020 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne, actuellement en vigueur (période 2022-2027) et approuvé par arrêté inter-préfectoral du 18 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Vilaine approuvé par arrêté du 2 juillet 2015 ;

Vu le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bretagne, approuvé le 28 novembre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1993 portant prolongation et autorisation d'extension d'une carrière de schiste, sur le territoire de la commune de PAIMPONT, au lieu-dit « La Lande de la Troche », au bénéfice de la société des Carrières de la Troche ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 1999 prescrivant des dispositions complémentaires à la société des Carrières de la Troche ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2003 prescrivant des dispositions complémentaires à la société des Carrières de la Troche ;

Vu la demande de renouvellement du 17 mai 2023, présentée par la société des Carrières de la Troche, dont le siège social est situé « La Troche » 56 430 TRÉHORENTEUC, à l'effet d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière, pour une surface totale de 11 ha 70 a 18 ca, située pour l'essentiel sur la commune de PAIMPONT en Ille et Vilaine, et pour une parcelle sur la commune de TRÉHORENTEUC dans le Morbihan, et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 ;

Vu la demande présentée par la société des Carrières de la Troche, en date du 7 juillet 2023, sollicitant une prolongation d'exploitation du site situé au lieu-dit « La Lande de la Troche » à PAIMPONT ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à la demande de renouvellement, notamment en date du 3 février 2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire, en date du 14 mars 2024, autorisant la prolongation d'exploitation au-delà de l'échéance définie par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1993 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 mai 2025 portant délégation de signature à M. Stéphane JARLÉGAND ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis tacite de l'autorité environnementale en date du 16 avril 2024 ;

Vu la décision en date du 17 juin 2024 du président du tribunal administratif de Rennes, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 août 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 9 septembre au 9 octobre 2024 inclus, sur le territoire des communes de PAIMPONT (35) et TRÉHORENTEUC (56) ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu les publications en date du 22 et 23 août 2024 du 1^{er} avis dans quatre journaux locaux ;

Vu les publications en date du 10, 11 et 12 septembre 2024 du 2^{ème} avis dans quatre journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet respectif des préfectures d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan ;

Vu le rapport et les propositions en date du 26 février 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 14 mars 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse de l'exploitant en date du 28 mars 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Vu l'arrêté préfectoral n°572-3 portant sur renouvellement de l'autorisation d'exploiter à la société des Carrières de la Troche pour la carrière de schiste sise au lieu-dit « La Lande de la Troche » sur les communes de PAIMPONT (35) et TRÉHORENTEUC (56) ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence de la forêt de PAIMPONT aux abords du site ;

Considérant les niveaux acoustiques de l'activité extractive et des mesures prises et prévues par le pétitionnaire, notamment le contrôle périodique des niveaux de bruit ;

Considérant les vibrations dues aux tirs de mines, et en tant que mesures de prévention prévues par le pétitionnaire, l'information préalable pour les tirs, ainsi que la réalisation de mesures physiques des vitesses particulières lors des tirs, avec la diffusion des résultats de ces mesures aux riverains dans le cadre des commissions locales de concertation et de suivi ;

Considérant les émissions de poussières, et les mesures mises en œuvre pour réduire à la source les émissions de poussières (dispositifs d'arrosage des pistes, de brumisation des stocks et des opérations de traitement concassage, criblage, arrosage des chargements de fines voire le bâchage, nettoyage de la route menant à la carrière), ainsi que les campagnes de surveillance des retombées de poussières périodiques ;

Considérant l'évaluation quantitative du risque sanitaire lié à la silice validée par l'ARS de Bretagne, qui conclut à l'absence de risque sanitaire dans l'environnement de la carrière ;

Considérant l'absence de perturbation avérée du réseau hydrographique et des circulations souterraines, ainsi que la présence d'un réseau de suivi piézométrique pour surveiller l'évolution de la nappe au cours de l'approfondissement ;

Considérant le comblement de l'excavation par des déchets inertes, permettant de restaurer l'écoulement gravitaire des eaux météoriques et l'évitement d'un plan d'eau ;

Considérant que l'exploitant met en œuvre un traitement des eaux acides qui permet un abattement de la charge polluante dans les conditions technico-économiques réalisables à ce jour ;

Considérant l'étude régionale menée par les fédérations professionnelles, dont les résultats sont attendus pour 2026. Cette étude concerne la caractérisation et la prise en compte du fond géochimique breton dans l'examen de la compatibilité des rejets aqueux des carrières avec le milieu récepteur et les solutions technico-économiques de traitement ;

Considérant la nécessité de réaliser, au regard des conclusions de l'étude régionale susvisée, une mise à jour de l'étude de compatibilité des rejets avec le milieu naturel visant à s'assurer de la bonne adaptation de la solution retenue de traitement des eaux mise en place ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Considérant que la réponse apportée par l'exploitant en date du 28 mars 2025 a été prise en compte ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 26 mai 2025 susvisé aurait dû inclure la préfecture du Morbihan en tant qu'exécutant de l'arrêté d'autorisation ;

Considérant qu'il convient de corriger l'arrêté d'autorisation pour y ajouter les éléments manquants ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan ;

ARRÊTENT :

TITRE 1 - PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral n° 572-3 du 26 mai 2025 portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter à la société des Carrières de la Troche pour la carrière de schiste sise au lieu-dit « La Lande de la Troche » sur les communes de PAIMPONT (35) et TRÉHORENTEUC (56).

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société à responsabilité limitée (SARL) des Carrières de la Troche, (SIRET 312 667 439 00011), dont le siège social est situé à « La Troche » 56 430 TRÉHORENTEUC, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de PAIMPONT (35) et TRÉHORENTEUC (56), au lieu-dit « La Lande de la Troche » (coordonnées Lambert 93 X= 306 860,26 et Y= 6 780 750,74), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 : Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants (cf. annexe II du présent arrêté) :

Commune	Section	Numéro de parcelle	Lieu-dit	Contenance de la parcelle	Surface renoncée	Surface autorisée
Paimpont	BD	30p	Lande de la Troche	44a 03ca		21a 58ca
	BD	35p	Lande de la Troche	84a 93ca		42a 50ca
	BD	36	Lande de la Troche	82a 40ca		82a 40ca
	BD	37	Lande de la Troche	44a 92ca		44a 92ca
	BD	38p	Lande de la Troche	1ha 19a 88ca	13a 19ca	
	BD	39p	Lande de la Troche	89a 84ca		41a 48ca
	BD	40	Lande de la Troche	44a 92ca		44a 92ca
	BD	41	Lande de la Troche	19a 76ca	19a 76ca	
	BD	57	Lande de la Troche	76a 18ca		76a 18ca
	BD	58	Lande de la Troche	72a 32ca		72a 32ca
	BD	59	Lande de la Troche	46a 27ca		46a 27ca
	BD	60	Lande de la Troche	66a 41ca		66a 41ca
	BD	61	Lande de la Troche	1ha 18a 50ca		1ha 18a 50ca
	BD	62	Lande de la Troche	64a 17ca		64a 17ca
	BD	79	Lande de la Troche	55a 22ca		55a 22ca
	BD	80	Lande de la Troche	55a 22ca		55a 22ca
	BD	81	Lande de la Troche	37a 80ca		37a 080a
	BD	82	Lande de la Troche	30a 35ca		30a 035a
	BD	83	Lande de la Troche	28a 58ca		28a 58ca
	BD	84	Lande de la Troche	28a 58ca		28a 58ca
	BD	85	Lande de la Troche	46a 27ca		46a 27ca
	BD	86p	Lande de la Troche	1ha 10a 31ca		79a 65ca
	BD	135	Lande de la Troche	34a 13ca		34a 13ca
	BD	136	Lande de la Troche	34a 13ca		34a 13ca
Tréhorenteuc	ZA	101	Le Clos des Psards	18a 60ca		18a 60ca
				Totaux	32a 95ca	11ha 70a 18ca

p : parcelles prises pour partie

La surface totale de la carrière sollicitée est de 11 ha 70 a 18 ca (la zone exploitable s'étend sur 6 ha 98 a 57 ca).

La durée d'exploitation est autorisée pour **30 ans**, ainsi divisée en 6 phases quinquennales.

La surface de l'emprise des travaux d'extraction réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 69 857 m². Ceux-ci se déclinent en différentes tranches :

N° de tranche	Surface de travaux	Dates prévisionnelles de démarrage	Parcelles concernées
1	0,57 ha	Du 01/01/2025 au 31/12/2029	Section BD, n° 35, 36, 37, 40, 58, 135 et 136
2	0,40 ha	Du 01/01/2030 au 31/12/2034	Section BD, n° 57, 61, 80, 81, 82, 135 et 136
3	0,39 ha	Du 01/01/2035 au 31/12/2039	Section BD, n° 37, 40, 136, 57 et 58
4	0,38 ha	Du 01/01/2040 au 31/12/2044	Section BD, n° 57, 58 et 86
5	0,40 ha	Du 01/01/2045 au 31/12/2049	Section BD, n° 58, 84, 85 et 86
6	0,32 ha	Du 01/01/2050 au 31/12/2054	Section BD, n° 61, 81, 82, 83 et 84

Les phases sont ainsi présentées schématiquement en annexe I du présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique et régime (*)	Libellé	Nature de l'installation et quantité autorisée
2510-1 A	Exploitation de carrières	Production annuelle : 50 000 t Prod. Moy. sur 5 ans : 30 000 t Durée d'exploitation : 30 ans Superficie totale : 117 018 m ² Zone exploitable : 69 857 m ² , Profondeur d'exploitation : + 115 m NGF
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage,	Installations de traitement mobiles

E	criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515.2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	(concassage, criblage...) Puissance de 1 260 kW
2517-1 E	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ²	Plateforme de transit de déchets inertes non dangereux : 10 100 m ²

(*) A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les installations projetées relèvent du régime de la déclaration IOTA, mentionné au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

N° rubrique et régime(*)	Libellé de rubrique Critères de classement	Dimensions projetées
TITRE I : PRELEVEMENTS		
1.1.1.0 D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	1 forage (BSS000ZLNQ) Forage de prélèvement des eaux souterraines implanté dans l'emprise de la carrière à des fins d'abattage des poussières (arrosage, brumisation de l'installation de traitement) et de lavage des engins Volume prélevé < 600 m ³ /an
TITRE II : REJETS		
2.1.5.0 D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Unique point de rejet, dans le fossé longeant la parcelle ZA n°101 (Tréhorenteuc) Débit maximal de rejet : 20 m ³ /h (pompe d'exhaure)

Régime : A (autorisation) ; D (déclaration). Les installations pour lesquelles les seuils de classement ne sont pas atteints ne sont pas listées.

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

CHAPITRE 1.4 – DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.4.1 : Cessation d'activité et remise en état

La remise en état du site est coordonnée avec l'avancement de l'extraction.

La renaturation du site à finalité paysagère et naturelle est réalisée en accord avec le contexte de la forêt de PAIMPONT, conformément aux éléments du dossier de demande d'autorisation susvisé.

Des vocations complémentaires (culturelles, sportives, etc.) restent possibles pour l'avenir de ce site sous réserve de la réalisation par l'aménageur des travaux permettant de garantir la compatibilité du site avec ces nouveaux usages.

La remise en état (recolonisation spontanée par la végétation indigène et la restauration d'un écoulement gravitaire des eaux météoriques suite au remblaiement) sont réalisées conformément aux objectifs du DOCOB de la Zone Spéciale de Conservation dite de la Forêt de PAIMPONT (site Natura 2000).

Article 1.4.2 : Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-28 et L. 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de **30 années** à compter de la date de notification du présent arrêté.

CHAPITRE 1.5 – GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.5.1 : Montant des garanties financières

Les garanties financières (GF) définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour la rubrique n° 2510, intitulée « exploitation de carrière ».

Le mode de calcul des garanties financières est le mode forfaitaire.

La carrière de la Troche est de type II (carrière en fosse ou à flanc de relief) selon l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié susvisé. Le montant des garanties financières (CR) est donc déterminé par la formule suivante :

$$CR = \alpha (S1C1 + S2C2 + S3C3)$$

Avec C1, C2 et C3 les coûts unitaires, et α un index de réactualisation des coûts.

Les surfaces prises en compte pour le calcul (en hectares) sont établies au sein de l'arrêté ministériel, et sont définies comme suit :

S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Les montants calculés sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Période quinquennale à compter de la date d'autorisation	S1 (ha)	S2 (ha)	S3 (ha)	Montant GF (€ TTC)*
Phase 1 (n à n+5)	6,309	0,488	1,954	208 662,17
Phase 2 (n+6 à n+10)	4,101	0,659	2,342	179 197,00
Phase 3 (n+11 à n+15)	3,864	0,885	2,260	183 431,98
Phase 4 (n+16 à n+20)	2,846	1,244	2,166	177 266,52
Phase 5 (n+21 à n+25)	2,831	1,615	2,150	195 176,38

Phase 6 (n+26 à n+30)	2,555	1,882	2,319	206 854,37
------------------------------	--------------	--------------	--------------	-------------------

* Selon l'indice TP01 de novembre 2023, soit 130,3 (valeur référence 100 en 2010 = 128,8) et une TVA de 19,6 %.

Le montant de référence des garanties financières à constituer, avant la mise en service, est fixé à 208 662 € TTC.

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01 ;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

Article 1.5.2 : Établissement des garanties financières

Avant la mise en activité de l'installation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

CHAPITRE 1.6 – IMPLANTATION

Les bords des excavations de la carrière à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

CHAPITRE 1.7 – DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 1.8 – PREMIÈRE MISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS

Article 1.8.1 : Date prévisionnelle de mise en service

L'exploitant notifie à l'inspection des installations classées la date prévisionnelle de la poursuite d'exploitation, des installations objet de cet arrêté, au moins un mois à l'avance.

Article 1.8.2 : Récolement des prescriptions

Un mois après notification du présent arrêté, l'exploitant fait procéder, sous sa responsabilité et par une personne compétente, indépendante de celles impliquées dans la réalisation et l'exploitation des installations, à un récolement des prescriptions du présent arrêté et des textes réglementaires

qu'il vise, excepté pour le réseau d'eaux. Pour ce dernier, le récolement des prescriptions du présent arrêté est réalisé, à l'issue de la réfection du nouveau circuit d'eau, incluant la suppression d'un des deux points de rejets, l'installation d'un bassin pouvant servir de réserve incendie, l'implantation du canal venturi et de la sonde de mesure de pH en continu, et au plus tard, avant le 1^{er} octobre 2026.

Article 1.8.3 : Transmission du récolement et plan d'actions

Le compte-rendu du récolement est transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent la mise en service des installations.

Il est accompagné, pour les prescriptions qui ne seraient pas satisfaites, d'un plan d'actions de mise en conformité qui précise, pour chaque prescription, la mesure palliative prise sans délai ainsi que la date d'achèvement de la mise en conformité dont le délai de réalisation n'excède pas trois mois.

CHAPITRE 1.9 – SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
- les bords de la fouille ;
- les surfaces en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le positionnement des fronts et la progression du remblai ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau... telles que définies à l'article 1.5.1) sont consignées dans une annexe à ce plan.

Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Ce plan est réalisé par un tiers qualifié, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de l'établissement et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.9.1 : Information et écoute des riverains

L'exploitant met en place une instance de concertation avec, *a minima*, les représentants de la mairie et les riverains. Cette instance est organisée sous la présidence de l'exploitant et de la mairie.

Elle se réunit au moins une fois par an mais peut être organisée à une fréquence plus rapprochée en cas de besoin et à la demande de deux des trois parties. Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public édictées par le code de l'environnement, l'exploitant établit et transmet aux acteurs concernés un bilan annuel des analyses et suivis réalisés dans le cadre du présent arrêté. L'exploitant rédige un compte-rendu pour tracer la bonne tenue des réunions et les décisions éventuelles prises lors de celles-ci. Ces comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

CHAPITRE 2.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Toutes les dispositions sont mises en œuvre pour prévenir les émissions de poussières. En particulier, l'exploitant met en œuvre :

- des dispositifs d'arrosage des pistes ;
- des équipements de brumisation, d'une part, des stocks et des opérations de traitement, concassage, criblage), et d'autre part, au niveau des opérations de chargement (arrosage des chargements de fines) ;
- la vérification du bâchage des convois sortants, lorsque les camions en sont équipés ;
- le nettoyage de la route menant à la carrière, lorsque les activités de celle-ci engendrent des salissures et/ou dépôts de matériaux.

CHAPITRE 2.2 – BRÛLAGE À L'AIR LIBRE

La pratique de brûlage de déchets à l'air libre est interdite. Le brûlage de déchets pyrotechniques inutilisés lors d'un tir de mine sur site est autorisé sous réserve, d'une information préalable de l'inspection, et du respect des précautions nécessaires (procédure écrite de brûlage, motivation du traitement in situ, nature et quantité traitées portées sur un registre, étude de solution alternative, surveillance du traitement jusqu'à disparition totale des points chauds).

Article 2.2.1 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Émissions diffuses

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré, au moyen de jauges de retombées, et a minima 2 jauges de type (c) et 1 jauge témoin non impactée par l'exploitation de la carrière, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, ou de toute autre technique équivalente répondant aux mêmes objectifs.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) et (c) du plan de surveillance.

CHAPITRE 2.3 – ODEURS

Le site n'est pas à l'origine de sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses.

CHAPITRE 2.4 – SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

Article 2.4.1 : Surveillance des émissions diffuses

L'exploitant assure une surveillance des émissions diffuses dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé afin de s'assurer du respect des objectifs fixés par l'article 2.2.1. En toutes circonstances, *a minima* une campagne de mesures se déroule pendant chacune des deux campagnes de traitement des matériaux.

Les campagnes de mesures durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à 500 mg/m²/jour, la fréquence trimestrielle devient semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède 500 mg/m²/jour et sauf situation exceptionnelle qui est explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redevient trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle peut être revue dans les mêmes conditions.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Le suivi des retombées atmosphériques de poussières intègre (sur une unique campagne annuelle), la recherche du taux de silice sur les 3 stations (témoin, P1 et P2), dans l'objectif de valider les hypothèses retenues dans l'évaluation sur le taux de silice dans les poussières en limite de la carrière (tableau 4 page 8 – rapport GEOSCOPI – avril 2024).

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.1.1 : Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal horaire Journalier (m ³ /h)	Prélèvement maximal Annuel (m ³ /an)
Eau souterraine	Nappe du Socle	J836	X : 306 908 m Y : 6 780 730 m Z : 125 m	20	600

Article 3.1.2 : Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

La carrière se situe en zone amont du bassin de l'Yvel (tête de bassin versant).

Les coordonnées de l'entrée du site sont les suivantes :

Coordonnées	RGF93 – Lambert 93	Lambert II étendu
X	306 867 m	256 000 m
Y	6 780 756 m	2 344 508 m
Z	120,66 m	

Le lavage des matériaux minéraux est interdit sur la carrière.

Les travaux d'extraction et de traitement des matériaux nécessitent le recours à un prélèvement d'eau pour les opérations suivantes :

- arrosage des surfaces susceptibles de générer des envols de poussières (aspersion des pistes de circulation et brumisation des stocks au niveau de l'installation mobile de traitement) ;
- nettoyage occasionnel des engins évoluant sur la carrière.

Ces prélèvements sont réalisés à partir du forage (BSS000ZLNQ) situé à proximité de l'accès à la carrière. L'eau souterraine est pompée puis acheminée par canalisation vers le réseau d'asperseurs le long des voies de circulation et vers le dispositif de brumisation de l'unité de traitement.

Le forage suivant est autorisé :

Nom du forage et ressource en eau concernée	Localisation	Code BSS	Volume de prélèvement autorisé
Forage n° 1	Coordonnées Lambert 93 (x, y et z)	BSS000ZLNQ	< 600 m³/an

CHAPITRE 3.2 – CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 3.2.1 : Points de rejet

L'exploitant est en mesure de collecter les effluents suivants :

- les eaux pluviales collectées sur l'emprise de la carrière et le bassin versant intercepté par la carrière, ainsi que les eaux souterraines exfiltrées le long des fronts, qui sont drainées vers le carreau de la carrière.

L'excédent d'eau est drainé vers un trommel de rectification du pH, puis les bassins de décantation, avant rejet. Les eaux d'exhaure sont rejetées, après traitement, en un unique point dans le fossé bordant les parcelles référencées ZA n° 100 et 101 sur la commune de TRÉHORENTEUC, au nord de l'accès et des bâtiments.

Ce fossé constitue l'unique point de rejet de l'établissement.

Les réseaux de collecte des effluents générés par la carrière aboutissent à cet unique point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X : 306 902 m Y : 6 780 804 m	Eaux industrielles (sortie des bassins de décantation)	Milieu naturel (fossé longeant la route d'accès à la carrière)	masse d'eau du « Pont Perrin et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Yvel » (Masse d'eau DCE n° FRGR1249) entré : Ruisseau de la Grenouillère (code Sandre : J8364700) et Ruisseau du Gué de Mony (code Sandre : J8364400)	Autorisation

Article 3.2.2 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'État compétent.

Un traitement des eaux d'exhaure est réalisé en amont du rejet à l'aide d'un trommel calcaire, afin d'augmenter le pH des eaux rejetées. Le traitement des eaux peut également être ajusté à la chaux, selon la nécessité.

Le débit maximal de rejet des effluents résiduaires dans le milieu est de 20 m³/h. Le trommel utilisé sur la carrière de la Troche est dimensionné pour traiter un débit maximal de 30 m³/h.

Les effluents sont orientés vers les bassins de décantation, après traitement au trommel. Ces bassins sont équipés d'un séparateur à hydrocarbures, d'un système de contrôle du débit rejeté (canal Venturi ou autre dispositif) et d'une sonde de mesure du pH en continu.

Le débit de rejet moyen des effluents liquides de la carrière vers le milieu naturel est celui de la pompe, limitée au maximum à 20 m³/h.

Une vanne d'obturation asservie à la sonde pH empêche tout rejet, en cas de dysfonctionnement du système de traitement des eaux.

Le curage des bassins est réalisé périodiquement, et a minima tous les deux ans. Les boues de curage sont systématiquement analysées avant leur stockage et/ou réutilisation sur la carrière. Le cas échéant, elles sont évacuées comme des déchets dangereux, conformément à la réglementation déchets (track déchets).

Article 3.2.3 : Étude de compatibilité des rejets aqueux au milieu naturel

L'exploitant réalise une mise à jour de l'étude d'acceptabilité de ses rejets aqueux au milieu naturel, dans le but de vérifier que les solutions de traitement des rejets mises en œuvre sont toujours adaptées.

Son élaboration s'appuie sur la méthodologie et les conclusions de l'étude régionale sur cette thématique portée par les organisations professionnelles UNICEM et CIGO, dont l'aboutissement est envisagé début 2026.

Cette mise à jour d'étude d'acceptabilité est transmise à l'inspection des installations classées sous un délai de six mois, à compter de la publication de l'étude régionale et au plus tard dans les trois ans suivant la signature du présent arrêté, accompagnée si besoin d'un engagement de l'exploitant sur un programme d'amélioration de son traitement des eaux.

CHAPITRE 3.3 – LIMITATION DES REJETS

Article 3.3.1 : Caractéristiques des rejets externes

La qualité des eaux rejetées au milieu naturel est contrôlée pour les paramètres suivants :

- pH ;
- matières en suspension (MES) ;
- température de l'eau ;
- conductivité ;
- demande chimique en oxygène (DCO) ;
- hydrocarbures totaux (HCT).

L'émissaire, référencé point de rejet n° 1, est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) :

Point de rejet référencé n° 1

- température maximale : 30 °C ;
- $5,5 < \text{pH} < 8,5$;
- débit maximum horaire : 20 m³/h ;
- la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n° 1
		Concentration maximale (mg/l)
pH	1302	
Conductivité	1303	
Matières en suspension totales (MEST)	1305	35
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	125
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	10

CHAPITRE 3.4 – SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

Article 3.4.1 : Relevé des prélèvements d'eau

Un compteur volumétrique est mis en œuvre, au niveau du puits de pompage, pour évaluer les volumes annuels prélevés. Ces derniers sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection.

Article 3.4.2 : Relevé des rejets d'eau

Le contrôle de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel est réalisé annuellement par un laboratoire agréé pour les paramètres visés ci-dessus. Les résultats sont saisis sous le logiciel mis à disposition à cet effet (GIDAF).

CHAPITRE 3.5 – SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

Article 3.5.1 : Surveillance des eaux souterraines

Les relevés du niveau de la nappe (en hautes et basses eaux) sont suivis pour vérifier le sens d'écoulement de la nappe, et surveiller l'évolution de la nappe au cours de l'approfondissement.

La piézométrie de la nappe souterraine est réalisée à partir des ouvrages riverains identifiés et du forage de la carrière, selon une fréquence semestrielle (en hautes eaux et basses eaux).

Le réseau de surveillance de la carrière comprend, sur l'emprise de la carrière, l'ouvrage suivant :

Point de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage (m)
PZ1	BSS000ZLNQ	Entrée de carrière	Nappe du Socle	45

La poursuite des relevés permet de surveiller l'évolution de la nappe au cours de l'approfondissement. Elle est réalisée, a minima, au niveau des ouvrages, dont obligatoirement celui implanté sur l'emprise de la carrière.

Le sens d'écoulement de la nappe est précisé, lors de chaque contrôle de niveau de nappe piézométrique.

Le réseau de suivi piézométrique sous la responsabilité de l'exploitant est entretenu et protégé contre tout éventuel acte de malveillance. L'état des ouvrages privatifs est vérifié par l'exploitant en accord avec les propriétaires, au préalable de toute campagne de mesure.

Article 3.5.2 : Surveillance des sols

Un plan topographique est tenu à jour et permet de localiser les zones de stockage de matériaux minéraux, les zones de remblais.

Article 3.5.3 : Surveillance des eaux de surface

L'exploitant fait procéder à l'analyse des eaux de surface dans les conditions suivantes :

Paramètres	Localisation du point de mesure	Code Sandre	Fréquence de mesure
pH	point de rejet n° 1	1302	Annuelle
Conductivité	point de rejet n° 1	1303	Annuelle
Matières en suspension totales (MEST)	point de rejet n° 1	1305	Annuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	point de rejet n° 1	1314	Annuelle
Hydrocarbures totaux (HCT)	point de rejet n° 1	7009	Annuelle

TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 4.1 – LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les bruits générés par son activité industrielle.

Les installations et équipements répondent aux normes de fabrication en vigueur, et sont correctement entretenus.

La foration est réalisée par une foreuse à compresseur intégré et insonorisé ou équivalent.

Pour les tirs de mines, l'exploitant réalise un séquençage des explosions, par mise en place de détonateurs à micro retards ou équivalent.

Tous les engins de la carrière sont homologués et équipés d'avertisseurs sonores de recul à fréquences mélangées (« cri de lynx »).

L'installation de traitement est implantée en pied de front au sein de l'enceinte confinée de la carrière.

La vitesse des véhicules est limitée à 20 km/h sur l'ensemble de la carrière.

Article 4.1.1 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure L3	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure L4	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan suivant. Les points de mesure en limite de site sont L3 et L4, et les points de mesure dans les zones à émergence réglementée sont B1 et B2 (cf. annexe III du présent arrêté).

Article 4.1.2 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans.

Article 4.1.3 : Vibrations

L'exploitant prend des mesures pour que son activité de carrière génère le moins de vibrations possibles, en recourant aux meilleures techniques disponibles, notamment pour :

- la circulation des camions de transport des matériaux en bordure immédiate de la voirie ;
- les manœuvres des engins et le fonctionnement des installations de traitement sur la carrière elle-même (opérations extractives réalisées sous forme de campagnes intermittentes deux à trois fois par an) ;
- les tirs de mine pratiqués sur la carrière, au nombre de 2 tirs par an au maximum. Un 3^{ème} tir peut-être réalisé de façon exceptionnelle, sous réserve d'une information préalable des riverains et de l'accord des services de sûreté.

Des consignes de sécurité sont actualisées, datées et mises en œuvre pour chaque tir (signal sonore d'avertissement au début et à la fin de la séquence de tir, fermeture du sentier en contrehaut de la carrière, mise en sécurité des biens et des personnes présents sur la carrière au moment du tir, etc.).

L'évaluation de l'intensité et de la propagation des vibrations solidiennes engendrées est réalisée par la mesure des vitesses particulières émises par les tirs de mines, afin de contrôler leur conformité au regard des structures existantes à proximité.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer, dans les constructions avoisinantes, des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s, mesurées suivant les trois axes de la construction.

Le facteur de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Fréquences émises (Hertz)	Facteurs de pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	0,375

Une mesure des vitesses de vibration, selon les 3 directions, et des fréquences associées est réalisée à l'occasion de chaque tir de mines, a minima, au niveau de l'habitation la plus proche (cf. annexe IV du présent arrêté).

Les résultats de mesures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, et portés à sa connaissance en cas d'anomalie et/ou incident.

CHAPITRE 4.2 – LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitant limite le plus possible les émissions lumineuses. Les seules émissions lumineuses perceptibles sur la carrière sont les engins de chantier et camions, en tout début de matinée ou en toute fin d'après-midi l'hiver uniquement, pendant les jours de fonctionnement, lorsque la luminosité est encore faible.

CHAPITRE 4.3 – INSERTION PAYSAGÈRE

Les fronts supérieurs (les plus visibles) sont remis en état dès leur exploitation terminée, à l'avancement des travaux (dès les premières phases d'exploitation).

La renaturation du site est à finalités paysagère et naturelle, en accord avec le contexte de la forêt de PAIMPONT, et est favorable à la biodiversité.

TITRE 5 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 5.1 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 5.1.1 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

- une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m³, constituée par les bassins d'eaux de ruissellement traitées, disponible en toute circonstance, et accessible aux services de secours, notamment pour d'éventuelles interventions et/ou exercices à l'extérieur du site.

L'accès extérieur à ce bassin est rendu possible pour les services de secours. Un point de raccordement normalisé est défini, en accord avec les services de secours, et mis en place, au plus tard, 12 mois après la notification du présent arrêté.

Les installations de la carrière sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. A minima, des extincteurs homologués et adaptés sont disposés dans chaque véhicule, ainsi que dans les locaux.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article 5.1.2 : Organisation

Le site dispose de tous les moyens actuels de téléphonie.

Les procédures d'alerte sont clairement affichées et portées à la connaissance de toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur la carrière, en cas d'incendie.

TITRE 6 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 – PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Description /code déchet, avec * si dangereux	Nature du déchet	Origine	Quantité annuelle maximale produite
01.01.02 Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères	Déchets solides ou semi-solides et déchets en suspension dans l'eau issus de la découverte (hors terres non polluées) et de l'exploitation du gisement	Stériles de découverte	400 m ³
01.04.12	Boues issues des bassins de	Curage des	30 m ³ /an

Stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01.04.07 et 01.04.11	décantation	bassins de décantation	
13.05 03* Boues provenant de déshuileurs	Boues provenant de déshuileurs	Curage de l'ouvrage de traitement	1 m³/an

Les déchets dangereux, dont le code est signalé par un astérisque, sont confiés à un organisme agréé, en se conformant à la réglementation des déchets dangereux (TRACK DECHETS...).

CHAPITRE 6.2 – LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

L'établissement est autorisé, sous réserve de respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, à accepter des déchets inertes non dangereux extérieurs à la carrière, dans la limite de 15 000 tonnes par an, et dans le cadre des opérations de remise en état du site.

Sous réserve de respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, des déchets inertes extérieurs sont accueillis et dépotés sur une aire spécifique (aire de transit) avant d'être, soit réutilisés directement dans le cadre du réaménagement de la carrière, soit repris par l'unité mobile de traitement dans le cadre d'une activité de recyclage et valorisation des matériaux inertes.

Sous réserve des conditions énoncées dans le présent arrêté, le traitement des déchets inertes non dangereux, sur site, pour une valorisation, est autorisée.

Une plateforme de transit de déchets inertes non dangereux, d'une superficie de 10 100 m² est dédiée à cet effet, et comprend une aire de refus clairement matérialisée. Elle est implantée sur les parcelles cadastrales référencées BD n° 30, 35 et 36 (PAIMPONT), à proximité de l'accès à la carrière.

Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. Ces documents à jour sont tenus à la disposition de l'inspection.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les déchets inertes susceptibles d'être accueillis sur la carrière sont essentiellement des déchets minéraux ou assimilables au substrat naturel, non pollués. Ces déchets proviennent principalement des chantiers du bâtiment et des travaux publics. Ils sont reçus conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

La liste des déchets inertes acceptés sur le site est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Code	Description
17 01 01	Bétons
17 01 02	Briques
17 01 03	Tuiles et céramiques
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse
20 02 02	Terres et pierres

En particulier, les déchets contenant des fibres d'amiante (plaques ondulées, enrobés...) ne sont pas acceptés sur le site. Des analyses sur les déchets sont réalisées pour s'en assurer.

Des contrôles de la qualité et de la radioactivité des déchets admis sont également organisés selon la procédure suivante :

- chantiers $\geq 2\,000$ tonnes : dès le début du chantier, et toutes les 2 000 tonnes ;
- plateforme de transit : toutes les 2 000 tonnes ;
- contrôle inopiné : toutes les 2 000 tonnes.

Outre le contrôle qualitatif (cf. tableau ci-dessus) et le contrôle de la radioactivité, l'exploitant met en œuvre une procédure d'acceptation des matériaux inertes, régulièrement actualisée et datée.

Les principales étapes de cette procédure sont les suivantes :

- contrôle visuel (caméra) et pesage à la bascule en entrée de carrière ;
- dépotage sur la zone de transit et second contrôle visuel ;
- reprise des matériaux par chargeuses pour remblaiement à l'avancement des travaux d'extraction (troisième contrôle visuel) ;
- bordereaux de livraison et registre de suivi des lots acceptés ;
- plan de suivi des matériaux mis en place dans la fosse.

Les stocks en attente de déversement dans la fosse sont adossés au front résiduel de l'ancien éperon rocheux préalablement exploité. Leur hauteur n'excède pas 15 m.

Les chargements déclarés non conformes vis-à-vis de la procédure définie ne sont pas acceptés sur la carrière et renvoyés à leur expéditeur. Les éventuels déchets non conformes en mélange dans un chargement et identifiés après dépotage (bois, verre, métaux, plâtre, etc.) sont triés et stockés temporairement en bennes sur la plateforme d'accueil des inertes avant leur évacuation vers une filière de gestion adaptée.

Un registre de non-conformité est renseigné, tenu à jour et mis à disposition de l'administration.

Concernant le comblement de l'excavation par des déchets inertes, il permet de restaurer un écoulement gravitaire des eaux pluviales, et évite la création d'un plan d'eau, tel que préconisé par le schéma régional des carrières.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Refus de déchets inertes (plastiques, plâtre...) : 2 bennes de 30 m ³ Déchets de bois : 1 benne de 30 m ³ Déchets métalliques : 1 benne de 30 m ³
Déchets dangereux	Tubes fluorescents, D3E, lampes, piles, accumulateurs : 1 bac spécifique pour chaque filière Huiles usagées : 1 m ³ dans conditionnement étanche et sur rétention

TITRE 7 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

CHAPITRE 7.1 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté, à compter de sa notification :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
AP du 23/11/1993	Articles 2 à 7	Suppression
AP du 01/06/1999	Articles 1 à 6	Suppression
AP du 09/09/2003	Articles 1 à 4	Suppression
AP du 14/03/2024	Tous les articles	Suppression

TITRE 8 – DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 8.1 – CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1°- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2°- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3°- d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 8.2 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;
- 2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site « <https://www.telerecours.fr>. »

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R.181- 51).

CHAPITRE 8.3 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1°- une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans les mairies des communes d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2°- un extrait de l'arrêté est affiché dans les mairies des communes d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- 3°- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4°- L'arrêté est publié sur les sites internet des préfectures d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 8.4 – EXÉCUTION

Les secrétaires généraux des préfectures d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan, les directeurs départementaux des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan, les directeurs régionaux de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan, les directeurs de l'agence régionale de santé d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes d'implantation ainsi qu'à l'exploitant.

Fait à Rennes, le **05 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Pierre LARREY

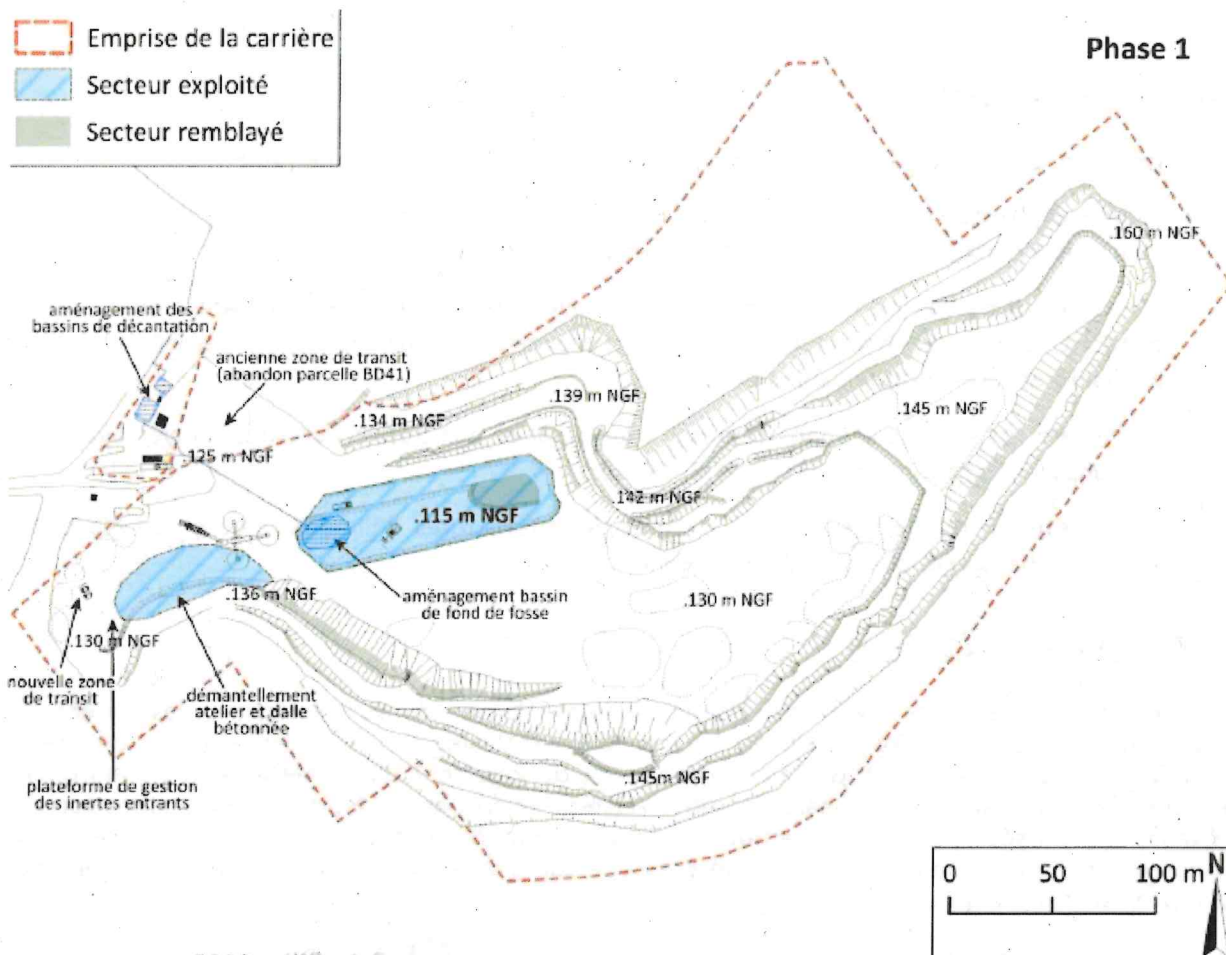
Fait à Vannes, le **04 JUL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Stéphane JARLEGAND

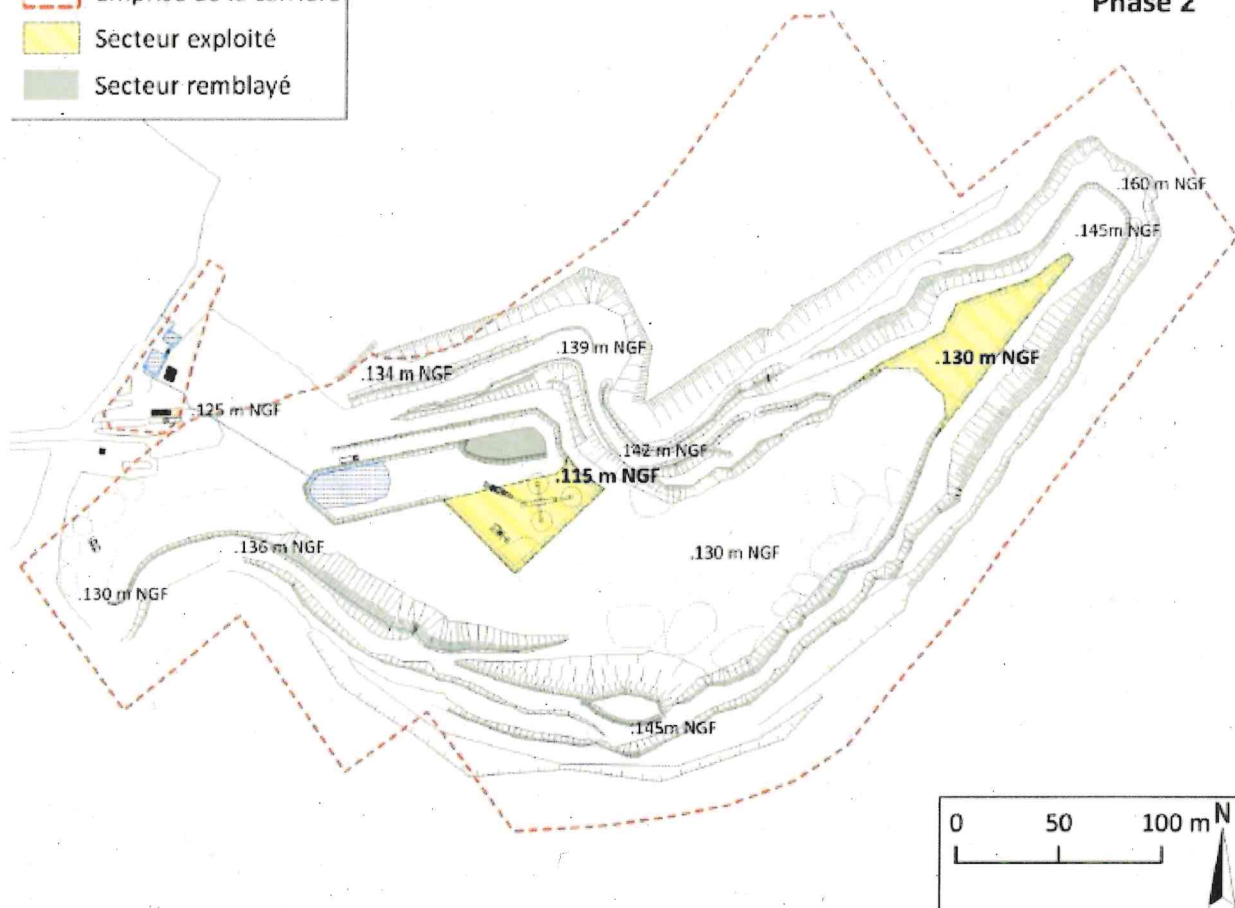
ANNEXE I

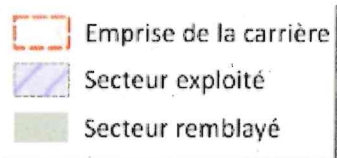
Représentation géographique des phases



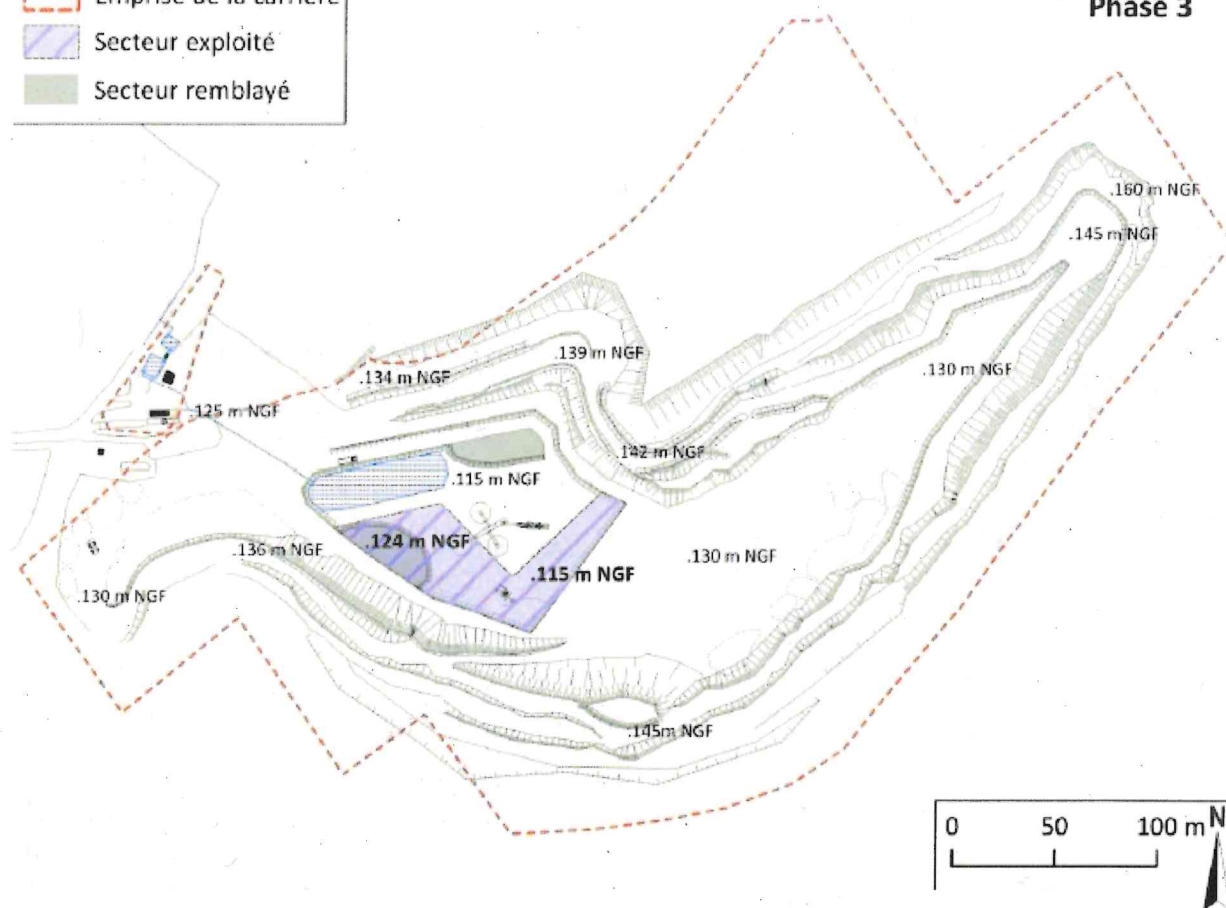
- Emprise de la carrière
- Secteur exploité
- Secteur remblayé

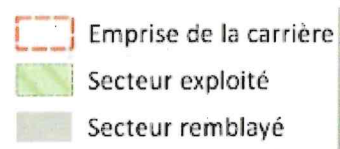
Phase 2



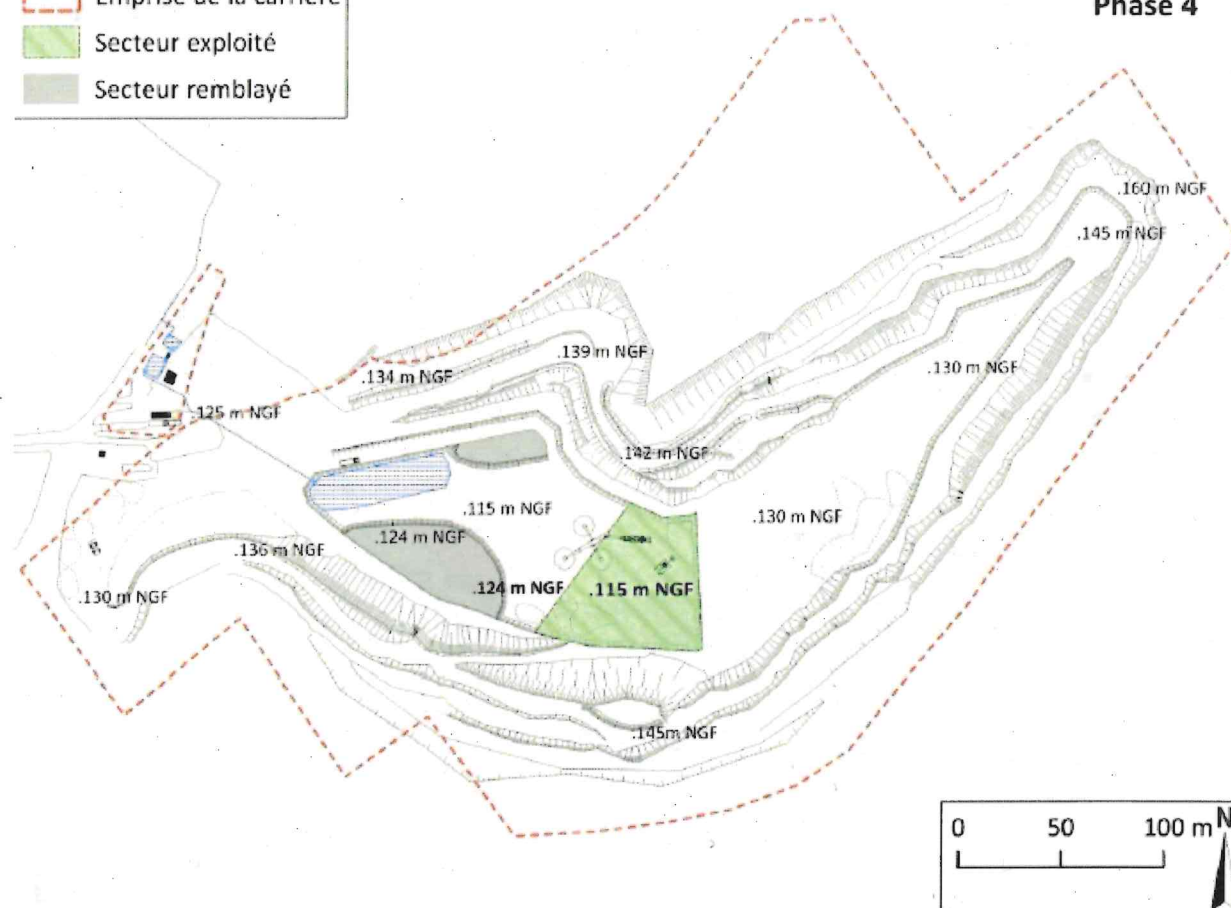


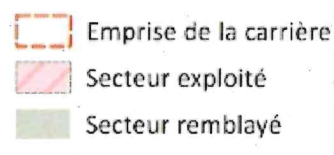
Phase 3



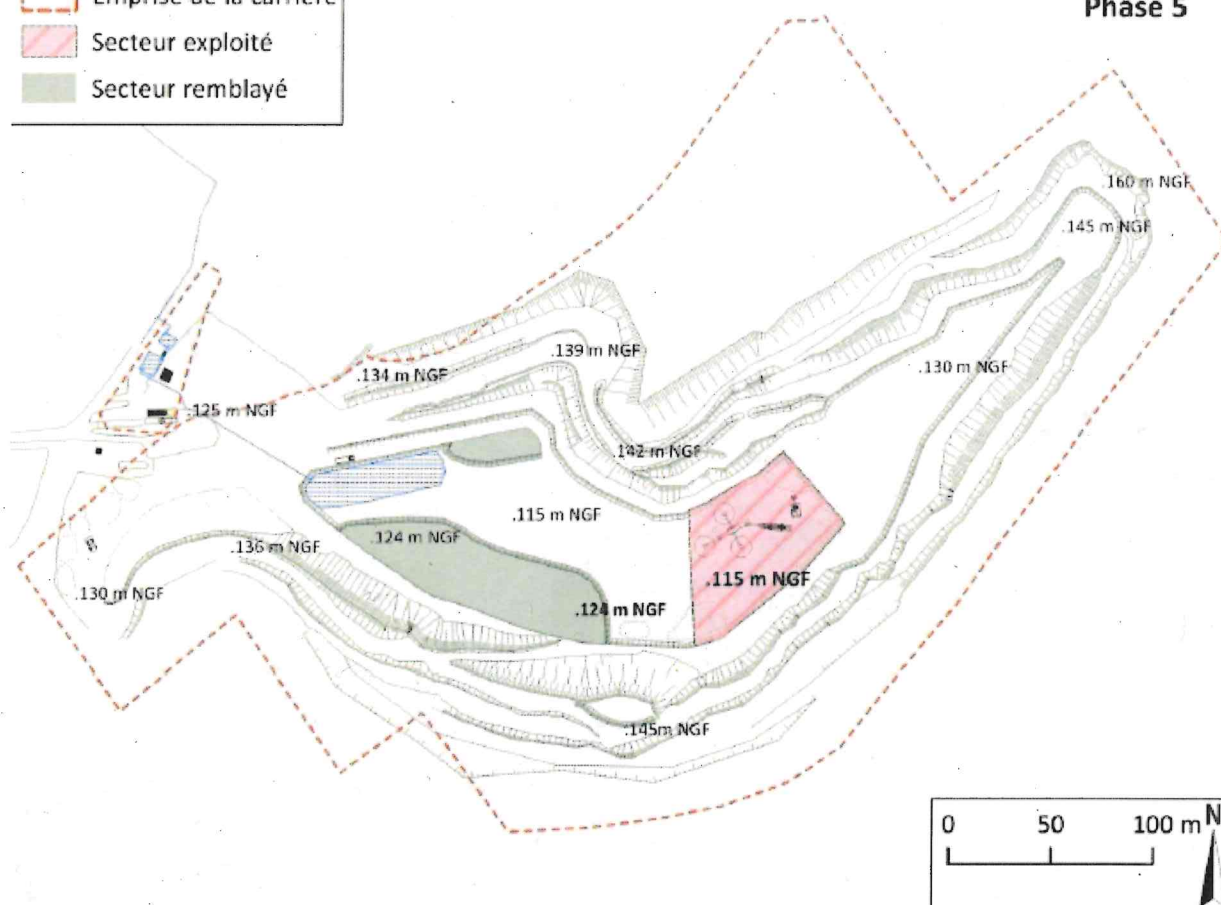


Phase 4



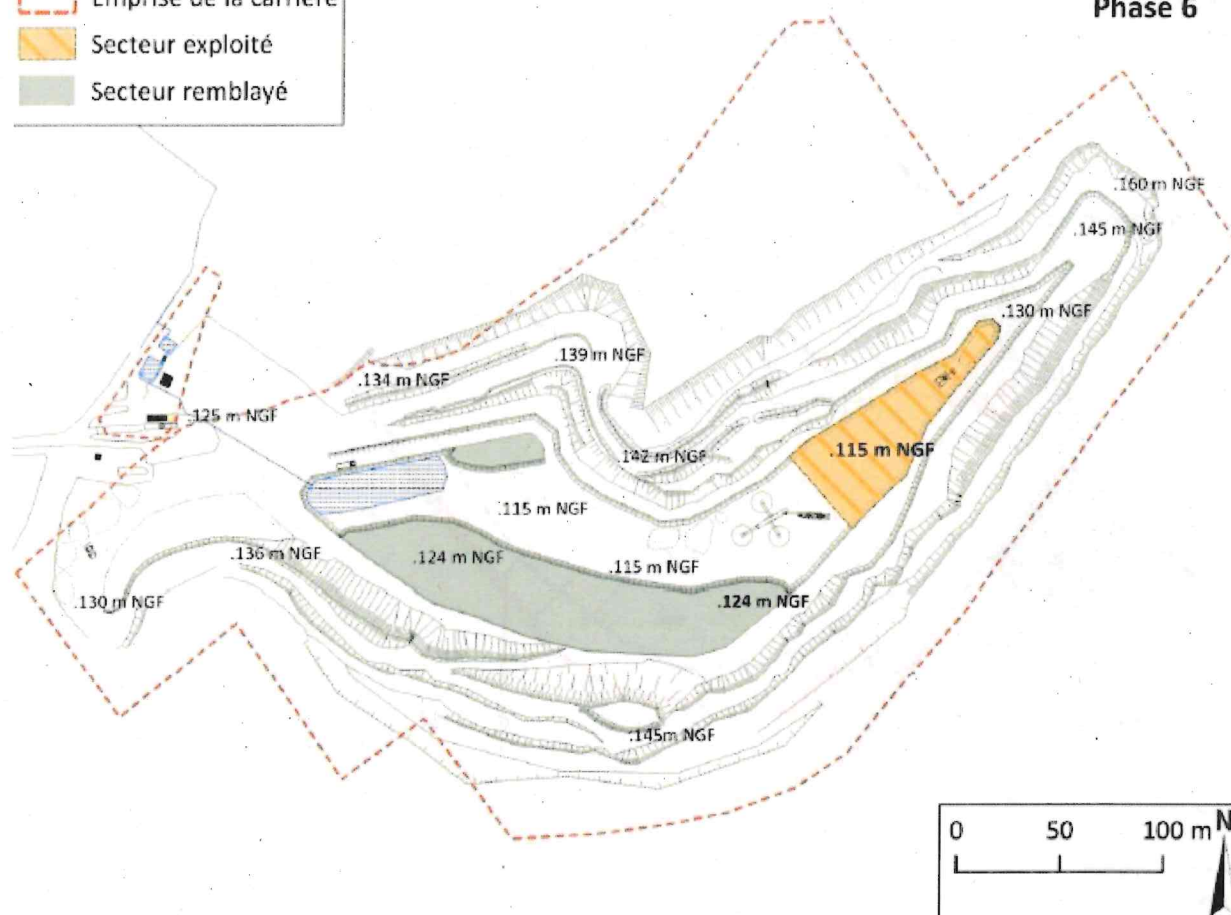


Phase 5



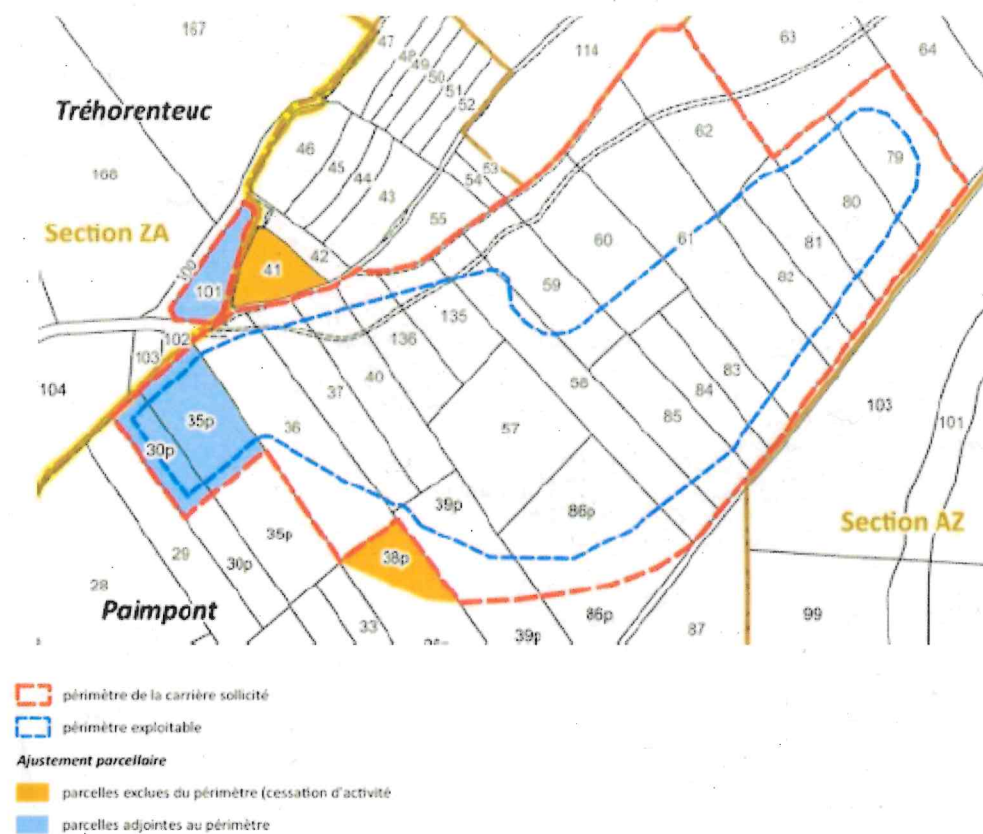
- Emprise de la carrière
- Secteur exploité
- Secteur remblayé

Phase 6

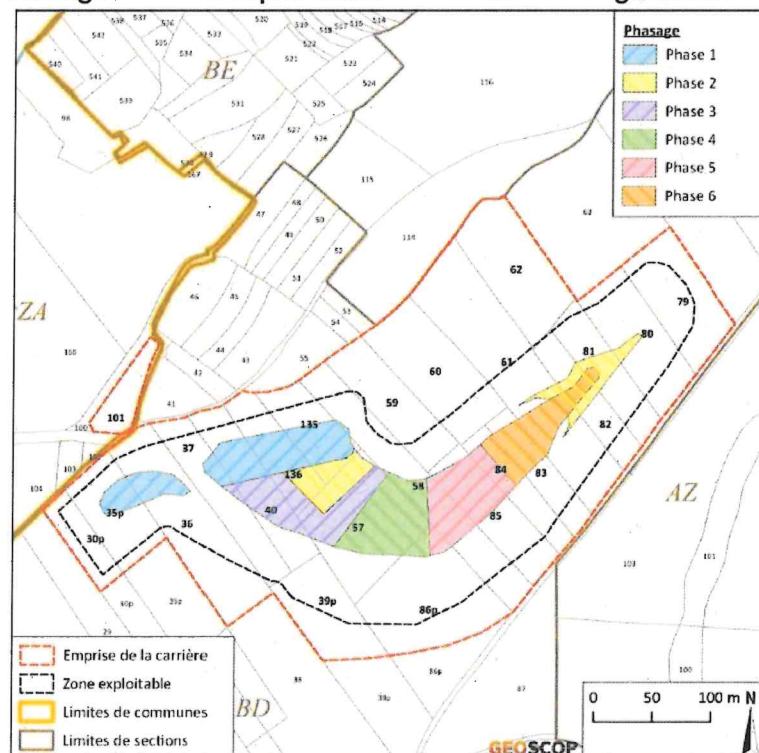


ANNEXE II

Représentation des parcelles cadastrales



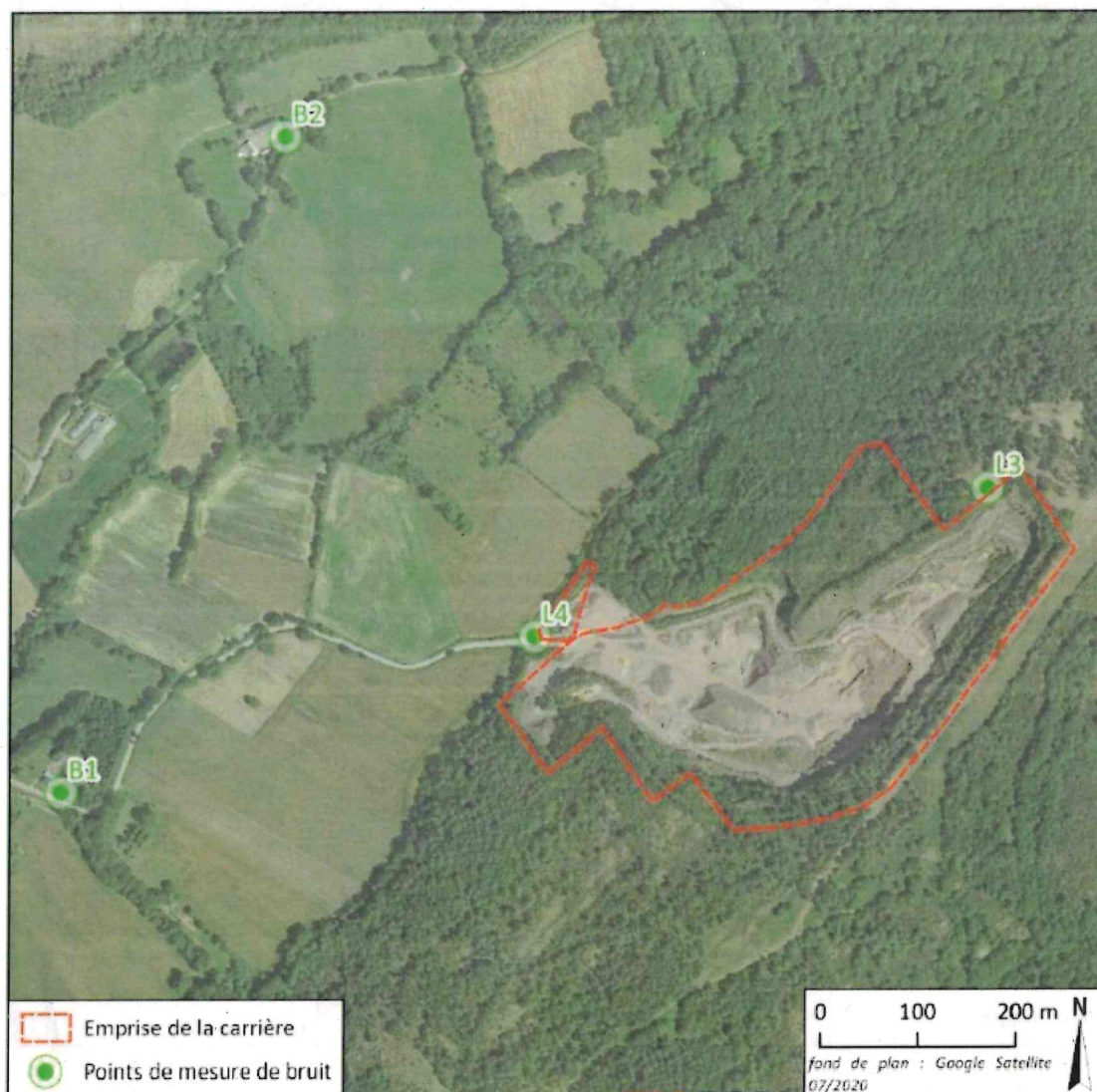
Phasage d'exploitation du gisement de schistes rouges



ANNEXE III

Représentation des points de mesures acoustiques

Les points de mesure en limite de site sont L3 et L4, et les points de mesure dans les zones à émergence réglementée sont B1 et B2.



ANNEXE IV

Représentation des points de mesures de vitesses de vibration

Une mesure des vitesses de vibration, selon les 3 directions, et des fréquences associées est réalisée à l'occasion de chaque tir de mines, a minima, au niveau de l'habitation la plus proche (point V représenté sur le plan ci-dessous).



